



COMMUNIQUE DE PRESSE

Résultats de la consultation organisée par la FHF et IPSOS dans le cadre du Grand Débat National sur l'état des lieux du système de santé et les choix des Français pour le réformer

Paris - Le 13 mars 2019 – Afin que les questions sur le système de santé soient prises en compte au sein du Grand débat national lancé par le président de la République, la FHF, en partenariat avec l'institut Ipsos, a décidé d'organiser une consultation de grande envergure sur ce sujet. Près de 6000 Français ont été ainsi interrogés sur 25 questions majeures du 27 février au 1^{er} mars 2019, répartis dans toute la France, en métropole et en outre-mer. C'est l'une des plus importantes enquêtes santé de ces dernières années avec une approche par les territoires permettant de distinguer les préoccupations en fonction des zones rurales, périurbaines et urbaines. Le livret de restitution de ces contributions avec les propositions de la FHF sera officiellement adressé au président de la République avant le 15 mars, date de fin du Grand Débat national.

5 enseignements majeurs émergent de cette large contribution que les Français souhaitent verser au Grand Débat national sur les questions de santé :

1. **Pour les Français, l'accès à de bons établissements de santé est, juste après l'éducation, la condition essentielle d'égalité des chances dans la vie. Et parce que ce sujet est essentiel pour eux, ils s'inquiètent pour l'avenir de leurs établissements de santé (hôpital, maison de retraite, Ehpad ou psychiatrie) et demandent ainsi plus de moyens.**
- **Pour 84% des Français, l'accès à de bons établissements de santé est le second critère le plus important pour assurer à chaque individu une égalité des chances dans la vie**, juste derrière l'accès à de bons établissements scolaires (88%) et loin devant l'assurance de pouvoir bénéficier d'une protection de sa personne et de ses biens (53%), de disposer de bonnes infrastructures de transport (49%) ou d'un bon accès à la culture et aux loisirs (27%).
- **Une inquiétude à l'égard de l'état de santé de l'hôpital public français** : Près de 9 Français sur 10 estiment que l'hôpital est aujourd'hui « en danger » (88%) et ce sans distinction en fonction des zones d'habitation. L'inquiétude est donc massive y compris pour les problématiques en lien avec la perte d'autonomie où les Français estiment, à 76%, que l'accompagnement ne correspond pas à leurs attentes.
- **Près de 8 Français sur 10 estiment que les mesures mises en place pour rendre attractifs les métiers de l'hôpital public sont aujourd'hui insuffisantes.**
- **Aussi, les Français réclament une demande de moyens supplémentaires** : 94% des Français sont favorables à une augmentation des moyens financiers de l'hôpital public français.
2. **De réelles tensions apparaissent en termes d'accès aux soins : l'éloignement géographique des infrastructures et des professionnels de santé semble être au maximum de ce que peuvent accepter les Français, tout comme les délais d'obtention de rendez-vous.**

- **Entre le temps actuel que les Français déclarent mettre pour accéder aux différents services de santé et celui qu'ils estiment comme le « maximum acceptable », il n'y a presque plus de différences.**
 - **Les délais moyens d'obtention de rendez-vous avec les médecins spécialistes sont aussi fortement préoccupants** : presque 2 mois pour un cardiologue (1 mois et 3 semaines), 2 mois et 2 jours pour un dermatologue et plus de 3 mois pour un ophtalmologiste (3 mois et 1 semaine).
- 3. Face à des problèmes de santé peu graves, de nombreux Français ont recours aux services des urgences, parfois pour des raisons inadéquates.**
- **Un recours relativement élevé aux services des urgences** : plus d'1 Français sur 4 déclare s'y être rendu au cours de la dernière année (29%).
 - **Plus de 4 Français sur 10 avouent avoir déjà eu recours aux urgences pour des raisons inadéquates** : difficulté d'obtention de RDV, refus de prise en charge, facilité et praticité, réalisation de l'ensemble des examens, etc. Ainsi, près d'1 interviewé sur 4 déclare y être allé parce qu'il ne savait pas à qui s'adresser en dehors du service d'urgence de l'hôpital (24%) et 1 sur 5 avoue y être allé tout simplement parce qu'aux urgences on est sur place pour réaliser tous les examens complémentaires à faire en cas de nécessité (21%). **Au total, 42% des Français se sont déjà rendus aux urgences pour une raison inadéquate.**
- 4. Les Français ne comprennent pas bien le fonctionnement de leur système de santé : une méconnaissance qui alimente une demande forte de réorganisation de la gouvernance nationale et davantage de concertation**
- **Un système de santé dont le fonctionnement et le mode de financement sont perçus par la grande majorité des Français comme relativement opaque et complexe** : les Français avouent ne pas bien comprendre comment le système de santé français fonctionne (70%). Son financement est un sujet qui leur semble encore plus complexe. Près de 9 Français sur 10 avouent ne pas savoir à quoi les différentes cotisations (sociales, CSG, mutuelle, etc.) servent (86%).
 - **...et qui se nourrit d'un sentiment majoritairement ressenti** : « je contribue plus que je ne bénéficie du système de santé ». Il est vrai que, face à un système dont le fonctionnement et le financement restent peu lisibles pour eux, ils considèrent en majorité contribuer plus qu'ils ne bénéficient du système de santé (56%).
 - **Une demande de refonte de la gouvernance avec, par exemple, une fusion du ministère de la Santé et de l'Assurance maladie est souhaitée par plus de 2/3 des Français**
- 5. Les Français sont ambitieux pour leur système de santé et souhaitent des réformes !**
- **Face à la situation du système de santé, les Français estiment que l'hôpital public rencontre plus des problèmes de moyens que de qualité des soins.** Pour améliorer le fonctionnement de l'hôpital public, ils estiment qu'il faut en priorité plus de personnels (87%) et de budget (77%). Ils ne demandent pas plus d'excellence (23%), de spécialisation (23%) ou de flexibilité (20%), qui sont déjà des atouts majeurs reconnus de l'hôpital public.
 - **Ils veulent d'abord, sur la forme, plus de pédagogie** : la mise en place d'une conférence de consensus annuelle est souhaitée par 3/4 des Français.
 - **Pour 92% d'entre eux, la lutte contre les actes inutiles ou en doublon représente une source d'économie pertinente.**
 - **Les Français sont prêts pour la digitalisation de leur parcours de soins et éprouvent peu de craintes face à sa mise en place.**
 - **Ils évoquent des pistes très diverses comme** l'obligation pour les médecins de s'implanter dans certains territoires lors de leurs premières années d'exercice pour les répartir plus équitablement (84%)

mais aussi la priorisation de la HAD chaque fois que cela est possible (82%). Les Français se montrent aussi extrêmement favorables dans leur très grande majorité à la mise en place d'indicateurs permettant d'identifier les problèmes rencontrés par les patients dans leur parcours de soins (88%) ou à l'issue de leur prise en charge (79%).

Enfin, quand on demande spontanément aux Français la principale mesure qu'ils prendraient pour améliorer le système de santé, ils proposent majoritairement d'augmenter les effectifs et donner plus de moyens financiers aux établissements de santé et médico-sociaux mais aussi lutter contre les déserts médicaux.

- **Les réformes les plus spontanément proposées concernent les effectifs (34%)** et plus spécifiquement dans les hôpitaux (25%) où les Français demandent plus d'effectifs (14%), plus de personnels soignants (10%). Dans ce domaine, ils souhaitent aussi que l'on augmente les effectifs des médecins de ville (5%), certains d'ailleurs en revoyant le numerus clausus (4%). **Un quart des Français considère aussi qu'il faut réformer l'organisation et le financement du système (25%).** Il s'agit pour eux d'abord de s'assurer que l'on accorde plus de moyens financiers (8%) ou que l'on améliore sa gestion (2%). D'autres proposent qu'il y ait un meilleur contrôle des dépenses (8%), en évitant le plus possible les actes inutiles (4%) et en luttant contre les fraudes et les abus (4%). **Parmi l'ensemble des réformes souhaitées par les Français, beaucoup concernent le maillage territorial (18%)** et notamment la lutte contre les déserts médicaux (14%) en obligeant les médecins à y exercer (7%), en améliorant la répartition du personnel (5%) ou des établissements sur le territoire (1%) mais aussi et surtout en développant des services de proximité (3%).

Les enseignements de cette enquête auprès des Français permettent à la FHF de consolider, d'affirmer des orientations qu'elle préconise pour transformer le système de santé. Elle propose ainsi 14 propositions accompagnées de plan d'action pour transformer notre système de santé (L'ensemble de ces propositions sont présentées et détaillées en annexes) :

Parmi elles, la FHF propose **d'instaurer une conférence de consensus** annuelle, de **simplifier et unifier la gouvernance nationale** de la santé, **doter de moyens financiers et humains** les établissements médico-sociaux pour **accueillir dignement nos aînés**, faire de **l'accès aux soins non programmés une responsabilité partagée entre la ville et l'hôpital**, investir massivement pour **rattraper le retard français dans la révolution numérique**, s'attaquer réellement aux **actes « inutiles »**, lancer un plan national santé et **qualité de vie au travail**, valoriser l'exercice hospitalier, médical et paramédical, par un **plan global de soutien à l'attractivité de l'exercice hospitalier et médicosocial**, définir comme priorité nationale la mise en place d'une **politique interministérielle ambitieuse de prise en charge globale des troubles mentaux ou psychiques**.

« La FHF avait anticipé que la santé s'inviterait dans le grand débat national. Il était donc primordial que nous puissions sanctuariser les attentes des Français sur leur système de santé au sein de ce Grand débat. Comme elle a toujours été, dans un esprit de construction et de propositions, la FHF adressera donc vendredi 15 mars au Président de la République, au Premier Ministre et à la Ministre de la Santé l'ensemble de ces contributions et propositions pour qu'elles s'inscrivent officiellement dans le Grand Débat national » a indiqué Frédéric Valletoux.

Contacts presse :

FHF

Camille Trocherie – 01 44 06 85 21- c.trocherie@fhf.fr

Agence PRPA

Raphaëlle Genin - 06.63.09.33.85 - raphaelle.genin@prpa.fr

Anne Pezet - 06.87.59.03.88 - anne.pezet@prpa.fr